

# ***Les années 68 : événements, cultures politiques et modes de vie***

## **Lettre d'information n°6**

*Séance du 20 mars 1995*

### ***Le mouvement étudiant***

par ALAIN MONCHABLON

*Geneviève Dreyfus-Armand*

Aujourd'hui, Alain Monchablon qui a publié en 1983 aux Presses universitaires de France une *Histoire de l'UNEF de 1956 à 1968*, va nous parler du mouvement étudiant. Il a par ailleurs publié de nombreux articles relatifs à la jeunesse, aux mouvements étudiants et à leur rôle dans la société française : une participation au colloque organisé par l'université de Paris I en 1988 sur "L'UNEF en mai 68" ; une contribution à l'ouvrage accompagnant l'exposition organisée par la BDIC sur *Mai 68. Les mouvements étudiants en France et dans le monde* dans laquelle il a traité de "L'UNEF avant mai" ; il a aussi fait des travaux sur le syndicalisme étudiant et la génération algérienne dans l'ouvrage collectif sur *Les intellectuels et la guerre d'Algérie* dirigé par Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli ; il a participé au numéro consacré à "Génération et mémoire" dans *L'Homme et la société* en 1994, pour lequel il a fait un travail sur le mouvement étudiant et sa mémoire "L'UNEF d'après 1945. Entre tradition et oubli" ; il a aussi collaboré à des dictionnaires comme le *Dictionnaire historique de la vie politique française au XXe siècle*, publié aux Presses universitaires de France en 1995 sous la direction de Jean-François Sirinelli. Par ailleurs, il poursuit des travaux sur la jeunesse et le mouvement étudiant dans la longue durée, depuis la fin du XIXe siècle.

Dans les événements de mai 68, le mouvement étudiant joue un rôle décisif, celui de détonateur ou d'étincelle, il est à l'origine non seulement des manifestations de jeunes au Quartier latin consécutives somme toute à des événements d'importance mineure comme la fermeture de la Faculté des Lettres de Nanterre et la comparution devant une Commission de discipline de l'université de quelques étudiants, mais aussi, par ricochet à l'origine de la crise sociale dans tout le pays avec le mouvement de grèves et d'occupations d'usine le plus important que la France ait connu, dépassant même par son ampleur le mouvement de 1936.

L'interrogation ne peut manquer de se poser : pourquoi et comment le mouvement étudiant a-t-il été amené à jouer ce rôle de détonateur ? Quelles mutations le milieu étudiant a-t-il connu pour lui permettre d'être une sorte de plaque sensible des tensions et des dysfonctionnements de la société, milieu étudiant qui est partie intégrante d'une jeunesse qui commençait à inquiéter les pouvoirs publics, au point qu'en 1967, le ministre de la Jeunesse et des Sports, François Missoffe a publié un épais rapport sur "Jeunes d'aujourd'hui". D'autre part, peut-on parler de mouvement étudiant ? Comment un mouvement étudiant dont la principale organisation, l'UNEF, est en déclin, affaiblie, devenue le champ clos d'affrontements de groupes politiques, peut-il jouer ce rôle d'amorce dans l'explosion sociale de mai ? Peut-on voir dans les revendications avancées par le mouvement étudiant avant mai les prémices des débats et des mots d'ordre qui ont été ceux de la crise de mai ? Y-a-t-il continuité ou rupture ? Ce sont autant de questions sur lesquelles Alain Monchablon va nous éclairer.

#### EXPOSE D'ALAIN MONCHABLON

Je ne suis pas sûr de répondre à toutes ces questions et de plus, j'en reformulerai certaines.

Pour reprendre l'exposé introductif de Michelle Zancarini à propos des commémorations, j'observerai que les UNEFs en 1978 et 1988 ont été sinon absentes, du moins discrètes, sur les commémorations de 1968. Il faut y voir le fait que les commémorations sont plus le fait des médias et des personnes que des organisations. De là à parler de la mort d'un mouvement social, il y a un pas, c'est un peu la question que je poserai en examinant ce qu'il faut entendre par mouvement social.

En fait, on peut presque soutenir que la décennie 1965-1975, celle où les projecteurs de la presse sont braqués le plus sur les étudiants, est – 1968 mis à part – une décennie d'étiage du mouvement étudiant, une sorte de période de creux entre les grandes manifestations de 1963 et celles de 1976.

De quoi parler exactement : parle-t-on des étudiants dans leur ensemble, du mouvement étudiant (mais il faut alors préciser de quoi il est constitué exactement) ou bien, limitativement de l'UNEF ou des UNEFs ? J'avoue que je n'ai pas su trancher entre l'étude des étudiants comme groupe social ou du mouvement étudiant comme d'une espèce de nébuleuse ou des UNEFs comme organisations, et je piocherai tantôt dans une catégorie, tantôt dans l'autre.

Par ailleurs, il y a une question que ne vais faire que poser devant vous : ce groupe des étudiants agit-il comme une fraction de la jeunesse, de l'intelligentsia, ou des deux ? Autre question que je pose et à laquelle je n'ai pas de réponse complète : quels types d'étudiants sont les éléments dynamiques de l'ensemble, quels sont ceux

qui font le mouvement étudiant ? Est-ce que ce sont les plus riches ou les plus pauvres, est-ce que ce sont les étudiants en lettres et qui sont ces étudiants en lettres : des étudiants aisés en situation de mobilité sociale descendante (l'actuel Président de la République avait bien défini mai 1968 comme la révolution des cancre) ou bien est-ce que ce sont ceux qui sont en ascension sociale et qui sont inquiets devant la relative dévalorisation du rendement des études et des diplômes ? La question mérite d'être posée : elle a été posée d'un côté par Raymond Boudon dans un article des *Annales* en 1969 qui constate que les zones de révolte semblent être celles où les étudiants sont le plus d'origine bourgeoise (il cite la sociologie et l'histoire de l'art en Sorbonne) ; dans une étude faite par sondages et enquêtes d'opinion, Robert Francès dans *L'idéologie dans l'université*, publié en 1980, a observé que :

"l'appartenance à telle ou telle UER apparaît comme un déterminant, des autres dimensions de l'idéologie, rien *a priori* ne laissait prévoir que ce déterminant introduit parmi quinze dans l'analyse explicative, serait constamment classant quelle que soit la dimension de l'idéologie que l'on considère".

Dans la revue *Stratégies* d'octobre 1968, là aussi la corrélation est établie entre le statut socio-économique défavorisé des étudiants en lettres et le contenu des disciplines littéraires et de sciences humaines. Je signale une piste à creuser : étudier les étudiants par recrutement disciplinaire.

Au fur et à mesure que j'ai avancé dans la préparation de ce travail je me suis heurté à un manque d'études de type monographique, d'une part sur mai 68 dans les universités de province (à l'exception de Caen et de Toulouse) et d'autre part sur les mouvements étudiants au sens le plus large après 1968.

### *1963-1968 : l'échec du projet réformiste révolutionnaire*

La guerre d'Algérie qui a fait la notoriété politico-intellectuelle de l'UNEF est terminée. L'UNEF est riche de projets sur le terrain universitaire mais elle n'a rien obtenu depuis 1957 et elle n'a mené sur ce terrain que des actions défensives contre telle ou telle mesure, contre la baisse des budgets de l'Éducation nationale ou de l'Enseignement supérieur. Finalement, il y a des promesses, il n'y a pas de réalisations sur le terrain universitaire avant que ne s'achève la guerre d'Algérie. Nous sommes dans les années de croissance maximale des effectifs qui vont presque doubler entre 1961-1962 (211 000 étudiants) et 1967-1968 (450 000 étudiants). Cette croissance ne traduit pas une démocratisation car les études menées indiquent qu'il y a une sorte d'extension familiale du privilège bourgeois et des couches moyennes supérieures et non changement qualitatif du recrutement.

La fin de la guerre d'Algérie marque donc le retour à un moment difficile en ce sens où l'UNEF se retrouve sur le terrain universitaire, et relativement démunie. De plus se prépare ce qui va se réaliser en 1965 : la disparition de son vivier traditionnel qui était fourni par la Jeunesse étudiante chrétienne. Les difficultés de la JEC commencent en 1963 et elle est décapitée par l'épiscopat en 1965.

Se met alors en place la théorie, qui précède la pratique, d'un syndicalisme étudiant au sens propre, c'est-à-dire s'appuyant sur un milieu étudiant homogène ou du moins homogénéisable, ayant pour principal terrain des questions universitaires et un projet de syndicalisme étudiant associant demande de réformes et projet révolutionnaire.

Aux yeux de ces théoriciens, bien sûr il n'y a pas d'unité des étudiants du point de vue des origines sociales, ni du point de vue du devenir ultérieur mais il y a un moment où les voies se rejoignent. En effet les étudiants subissent tous un enseignement commun avec la contradiction entre les aspirations éclairées que représente la demande de cet enseignement et le contenu d'un enseignement archaïque par son contenu, encourageant la passivité par ses méthodes et provoquant toute une série de frustrations chez les étudiants. Quant aux perspectives, ceux qui émettent cette idée d'un syndicalisme étudiant estiment que l'université libérale (nous sommes en 1963-1964) formant les fils de notaires est en train d'agoniser, nous allons vers une université qui pour une grande part sera fabricante de couches moyennes diplômées, d'agents économiques ayant une formation légère, devenant aussi bien les agents que les victimes d'un néo-capitalisme qui a besoin d'une main-d'oeuvre principalement tertiaire de gens semi-qualifiés et qui n'en sauront pas assez pour être véritablement des intellectuels, mais assez cependant pour être frustrés de leur insuffisance de formation.

Dans ce schéma il y a l'idée que les étudiants forment une masse susceptible d'être syndiquée qui peut jouer un rôle considérable dans la société néo-capitaliste,

puisque la question de la formation est un des éléments essentiels du fonctionnement du capitalisme transformé. Ce syndicalisme reprend une revendication antérieure, celle de l'allocation d'études, allocation qui a le double intérêt d'homogénéiser le milieu et de le salarier.

La rupture n'est pas exclue avec les universitaires, elle est même acceptée, parce que ce qui est perdu du côté des alliés universitaires, on pense le gagner du côté du mouvement ouvrier.

Voilà pour la théorie, qu'est-ce que cela donne concrètement ? L'échec vient très vite et on peut parler d'un projet sans pratique. Les manifestations étudiantes de 1963 sont les plus nombreuses de l'après-guerre d'Algérie, cela étant elles n'arrivent pas à tenir cette double finalité réformiste et révolutionnaire que leur prêtaient les dirigeants étudiants et lorsque ceux-ci vont trop loin, ils vont au-devant d'échecs (je pense à la tentative d'occupation de la Sorbonne par des militants de l'UNEF-Sorbonne le 21 février 1964, épreuve de force perdue puisque la Sorbonne est occupée par la police et les étudiants doivent partir). Le résultat est une épreuve de vérité, au sens négatif d'échec d'une stratégie, qui est la première forme du gauchisme qui annonce 1968. Après ce 21 février 1964, c'est la fin des grandes manifestations. Pour l'essentiel, les étudiants, le Quartier latin resteront peu actifs, peu présents dans la rue jusqu'à 1967. Cette faiblesse dans la rue n'est guère compensée par ailleurs : le grand projet de l'allocation d'études ne mobilise pas les étudiants alors que l'année 1965 voit une sorte de surenchère sur la question (trois propositions parlementaires d'allocations d'études aux étudiants sont déposées au printemps 1965).

Cela veut-il dire qu'il n'y avait rien de possible ? C'est ce que vont théoriser après-coup quelques uns des dirigeants de la FGEL (l'UNEF en Sorbonne) qui avaient pesé sur la direction nationale. Ils vont, à partir de 1965, développer l'idée que le mouvement étudiant par lui-même n'est pas capable de porter des revendications de ce type, qu'il y a un préalable politique et qu'il faut une organisation politique des étudiants qui servira de conscience et d'éclaircisseur à l'UNEF. Ils renoncent à ce syndicalisme qui est à lui-même la tête et les jambes.

À côté des tentatives et des échecs d'un mouvement étudiant marqué à l'extrême gauche et qui se voulait autonome socialement et politiquement, il y a persistance en 1965/1966, de mouvements étudiants qui ont du succès sur des mesures au jour le jour, contre la sélection, je pense à l'Association corporative des étudiants en sciences que sa modération politique n'empêche pas de lancer grèves sur grèves, agitation et meetings contre les mesures de sélection qui n'existent pas en lettres mais qui s'amorcent dès 1965 dans les facultés de sciences, en particulier dans celles de Paris. En d'autres termes, il y a en quelque sorte, persistance d'un mouvement corporatif, réformiste, qui n'a pas été aboli par les proclamations révolutionnaires qui font la une des histoires du mouvement étudiant.

J'ai parlé d'un projet sans pratique et je pourrais presque dire que lui succède à partir de 1966-1967, à l'intérieur de l'UNEF, une pratique sans projet. Au sens où ceux qui voulant donner une tête politique au mouvement étudiant y renoncent. Les dirigeants de la FGEL (Kravetz, Jean-Louis Péninou) finissent en 1966 par abandonner personnellement les fonctions de direction à l'intérieur de l'UNEF ; et fin 1967 ils renoncent même définitivement à un projet pratique de syndicalisme étudiant pour fonder un mouvement de contestation et de dérision (le Mouvement d'Action Universitaire qui se situe en dehors de l'UNEF). Quittent également l'UNEF ceux qui se sont convertis au marxisme-léninisme et qui ont fait un bref séjour dans le syndicalisme étudiant. Et sont peu présents également, parce qu'ils considèrent ce terrain comme peu stratégique, ceux qui en 1966 forment la Jeunesse communiste révolutionnaire (les exclus trotskystes et trotskysants de l'UEC). Le seul groupe politique qui s'accroche au mouvement étudiant, ce sont les étudiants du PSU qui prennent la direction début 1967. Mais ils ne croient guère à l'idée d'un syndicalisme étudiant et ils ne seront pas intoxiqués par les recherches doctrinales.

Le rapport Missoffe de 1967 sur les jeunes est quasiment silencieux sur un malaise spécifiquement étudiant. ; en 1966-1967, il n'y avait pas de signes extérieurs d'un malaise étudiant. Les signes n'apparaissent qu'à la rentrée 1967, signes qu'il faut relativiser. Il y avait bien des manifestations au Quartier latin fin 1967 mais le chiffre des manifestants (10 000) était peu élevé par rapport à la population étudiante parisienne (200 000). Quant au thème des revendications, il n'est pas novateur : "pas d'orientation forcée". En revanche, à signaler un aspect qui est innovant mais très minoritaire ; fin novembre 1967 quelques centaines d'étudiants de la Sorbonne qui avaient exigé une présence étudiante à l'assemblée de faculté, n'ayant pas obtenu de réponse satisfaisante, envahissent l'assemblée. On y retrouve la rupture avec les universitaires.

Cela dit, il faut signaler que Nanterre est un des lieux de la reprise d'un mouvement étudiant, même si les thèmes de revendication traduisent davantage l'inquiétude face à la réforme Fouchet que des aspects innovants. Je voudrais insister sur un aspect qui ne faisait pas partie des plates-formes programmatiques longuement discutées dans les assemblées générales et qui fait son chemin tout seul : ce sont les questions de liberté de circulation, de règlements intérieurs. C'est un thème dont on retrouve la trace dès 1965 : à Antony, la plus grande cité universitaire de France, l'administration décide de contrôler les résidents, les panneaux d'affichage, de construire une séparation entre pavillon des filles et pavillon des garçons. Ceci provoque immédiatement l'envahissement de l'appartement du directeur, pétitions, grèves des loyers, intervention de la police, protestation devant la répression et conseil de discipline. Tout se calmera parce que l'administration mettra à la tête d'Antony un directeur souple qui saura dissocier les textes et la pratique. Ce qui est intéressant, c'est que quelques unes des associations parisiennes de l'UNEF posent la question de la liberté sexuelle, mais que les résidents d'Antony

et la direction de l'UNEF, aussi bien par prudence militante que par précaution devant ce qu'ils pensent être l'état de l'opinion, préfèrent cacher l'aspect liberté sexuelle derrière l'aspect plus respectable de la liberté syndicale. Le mouvement se retrouve en 1967 à la cité universitaire de Nanterre. Les militants politiques courent après quelque chose qu'ils ne contrôlent pas.

Troisième étape du même épisode, début 1968, l'UNEF et la Fédération des résidents font une campagne nationale pour exiger l'abolition de fait des règlements intérieurs des cités. Nous trouvons là, avant mai 68, et d'une façon presque non-voulue par l'encadrement officiel du mouvement étudiant, un thème qui va se révéler très important par la suite.

*A posteriori*, une enquête d'opinion menée auprès des étudiants révèle que ceux-ci sont très en avance sur l'état supposé de l'opinion moyenne et sur celui des ministres en ce sens que 89% des étudiants sont favorables à la contraception tandis que 44% seulement des jeunes y sont favorables, 83% étant favorables à la liberté sexuelle pré-nuptiale pour les hommes et 67% pour les filles. Le comportement sexuel démarque donc les étudiants du reste de la jeunesse. Une enquête faite dans le département de l'Isère en 1971 marque une autre différence, c'est l'image du service militaire : négative chez 37% des jeunes et négative chez 60% des étudiants. D'autres sondages vont dans le même sens. Sur ces deux points, liberté sexuelle et institution militaire, il y a des éléments de distinction entre les étudiants et le reste des jeunes.

J'ai parlé seulement des aspects intérieurs du mouvement étudiant, je n'ai pas beaucoup étudié la question qui est au coeur du séminaire, des influences extérieures internationales. Je dirai simplement ceci : le modèle syndical français dont j'ai essayé de montrer qu'il était épuisé dès avant 68, ce modèle syndical est épuisé également à l'extérieur. Début 1967, dans le cadre des révélations sur le financement de divers organismes par la CIA, il est révélé que l'Association des étudiants des États-Unis était depuis 1950, à plus de 80%, financée par des voies obliques par la CIA, ce qui ruine tout un pan de la notion d'associationisme étudiant en général. Mais le plus important vient d'Allemagne, où le changement majeur est le fait que l'équivalent d'un syndicalisme étudiant perd du terrain dans les années soixante, au profit du SDS (ligue des étudiants socialistes) qui renonce à la fois à la co-gestion et à la gestion de l'université, au terrain du syndicalisme étudiant, pour celui de la critique politico-culturelle, résumée sous le terme de l'« université critique », avec une certaine parenté avec le projet syndicaliste révolutionnaire – l'idée de prendre comme groupe social ces couches moyennes à la fois agents et victimes du néo-capitalisme. Cette influence a été importante sur des minorités au sein du mouvement étudiant français d'autant plus que comme le mouvement étudiant en France n'est pas fort, il n'est plus en état de se considérer comme un modèle et il est plutôt curieux de modèles qui peuvent se trouver à l'étranger. L'intérêt pour le SDS allemand est sensible, aussi bien chez ceux qui croyaient au syndicalisme étudiant

(les gens de l'UNEF) que chez ceux qui n'y croyaient pas beaucoup (les gens de la JCR).

Le seul terrain où le mouvement étudiant est présent et où il y a une véritable agitation, c'est la guerre du Vietnam. L'UNEF a joué un rôle dans le lancement et le soutien du Comité Vietnam national et dans les manifestations spectaculaires, notamment celle du 21 février 1968.

Pour conclure cette première partie une étude de socio-linguistique, menée sous la direction de Baggioni, sur le vocabulaire employé dans les assemblées générales et les conseils d'administrations de l'UNEF et du mouvement étudiant note :

"Tout le discours de la gauche syndicale a imprégné la vie politique et syndicale étudiante jusqu'en mai 68 [...] Le discours de la gauche syndicale au fond se caractérise moins par un stock lexical spécifique que par une anticipation sur le mouvement en général du vocabulaire politique post-68".

### *Mai 1968 : réformistes et révolutionnaires associés (ou juxtaposés)*

Que l'UNEF se soit posée comme révolutionnaire, qu'elle ait joué un rôle en mai 68, au moins de porte-drapeau d'un mouvement qui s'est élargi bien au-delà des étudiants ensuite, c'est ce que je ne développerai pas ici. Ce qu'il faut en retenir c'est que cela donne raison aux quelques étudiants du PSU qui s'étaient accrochés à sa direction, et que cela fait revenir un certain nombre de ceux qui avaient quitté l'UNEF (les militants de la JCR, un certain nombre de maoïstes) et cela justifie l'intérêt de l'Union des étudiants communistes pour ce mouvement étudiant.

Mais je voudrais parler de ce que le bureau national de l'UNEF déplore en juin 1968 : le développement d'un réformisme de masse qui se perd dans les discussions au lieu de se jeter vers la révolution. J'énumère quelques éléments parce que je crois qu'on ne les voit pas suffisamment d'habitude :

– J'avais parlé tout à l'heure de l'Association corporative des étudiants en sciences qui se voulait politiquement modérée et même apolitique et qui s'était tenue en dehors des débats et des pratiques ordinaires de l'UNEF pendant les années antérieures. Or je lis dans un communiqué du 9 mai (juste avant la grande nuit des barricades) :

"Les associations parisiennes de sciences, médecine, pharmacie et sciences politiques, constatant que les assez vagues promesses du ministre en ce qui concerne la réouverture de la Sorbonne n'ont pas été suivies d'effet, alors que les conditions posées – retour au calme, sont remplies –, constatant que le dialogue enfin accepté ne s'est malheureusement pas révélé fructueux, décident de s'associer aux manifestations prévues par l'UNEF par-delà les divergences syndicales".



Cela n'est qu'une indication, mais qui montre un élément *a priori* surprenant si l'on s'intéresse aux clivages politiques, de convergence entre des gens qui du point de vue des classements politiques étaient tout à fait à l'opposé les uns des autres.

– Autre exemple : après le 13 mai, la faculté de droit est occupée par un comité de grève qui invite des professeurs, crée des commissions, prépare des projets de cogestion des enseignements et des activités, élit un comité de grève où les éléments réformistes obtiennent la majorité des voix alors que les éléments de la Corpo d'extrême-droite n'obtiennent pas le quart des voix.

– À Sciences Po, qui est occupé le 14 mai, où la bibliothèque est rebaptisée "Che Guevara", un clivage oppose les plus révolutionnaires aux réformistes, mais finalement il y a compromis entre les uns et les autres. Un mois plus tard, le Conseil de perfectionnement de Sciences Po donne aux étudiants un tiers des sièges dans le Conseil de direction et la moitié dans une commission paritaire consultative gérant les services matériels.

– À l'École polytechnique, si la grève n'a pas été effective c'est parce que le quorum des 2/3 de présents votant la grève n'a pas été atteint. Que la moitié ait voté la grève le 13 mai est tout de même un élément intéressant.

– Même chose en médecine où la faculté est occupée et où un comité d'action se subdivise en onze commissions de travail.

J'emprunte ce qui me semble être une interprétation possible à un petit livre écrit en 1970, *La France sauvage* (voir in *Bulletin de l'IHTP*, le n° 217 de la bibliographie) :

"Situation paradoxale : l'organisation syndicale chante la révolution, les masses révolutionnaires font du réformisme. Les organes de la grève cherchent un centre de coordination (à défaut de l'UNEF) et créent des CLIF (Comités de liaison interfacultés, groupant les facultés parisiennes), CNUF (Commission nationale des universités françaises, qui réunit chaque semaine dans une ville de province les représentants de l'ensemble des facultés), CNI (Commission nationale interdisciplinaire)".

Tous ces courants de réformes devraient être étudiés.

En effet, si l'on reprend Mai 68 du point de vue des sondages, on voit que la notion de "conflit de génération" au sens strict (conflit enfants/parents) ne semble pas correspondre à la réalité, en particulier en matière politique. S'il y a décalage, c'est plutôt dans le domaine des mœurs et de la culture.

– Un sondage paru dans *Réalités* a été fait par l'IFOP en septembre 1968. Il pose la question suivante :

"On a dit que les étudiants et les lycéens se rangeaient essentiellement en trois catégories : a) ceux qui veulent non seulement changer l'Université, mais transformer radicalement la société, les 'enragés' ; b) ceux qui cherchent activement à réformer l'université, les programmes et les méthodes

d'enseignement, les 'réformistes' ; c) ceux qui veulent d'abord passer leurs examens, 'les conformistes'.

Laquelle de ces attitudes se rapproche le plus de la vôtre ?"

Réponse :

- 12% se reconnaissent 'enragés'
- 54% se reconnaissent 'réformistes'
- 31% se reconnaissent 'conformistes'

-Une enquête parue dans *Télémaque* qui est un peu plus tardive (hiver 68-69) demande quelles sont les "motivations" de l'insatisfaction des étudiants : 1) la crainte du manque de débouchés et la place faite à la jeunesse dans la société (72%) ; 2) l'opposition à la société de consommation (72%) ; 3) le désir de participation à la vie et à la gestion de l'université (65%).

Sur l'après 68, une étude qui a été faite auprès d'étudiants de l'université de Tours en 1969-1970, aboutit aux indications suivantes : la masse des étudiants admet le mouvement de 68 tout en édulcorant et en banalisant le message idéologique (son aspect proprement contestataire) ; la critique du système universitaire vu comme système de conditionnement reste très limitée ; il y a eu une acceptation de mai 68 par les étudiants, mais ce mouvement ne les a pas radicalisés ou du moins cette radicalisation a-t-elle été très limitée. De la même façon une enquête a été menée en 1971 auprès des étudiants de Grenoble : la variable la plus discriminante est l'attitude face au service militaire beaucoup plus que l'attitude face à l'UNEF ou l'attitude face à l'allocation d'études. Cela signifie d'une part que le mouvement étudiant en tant qu'organisation n'est pas central pour comprendre les étudiants et d'autre part, cette étude indique : "la jeune génération étudiante ne paraît pas avoir des opinions radicalement différentes après mai 68".

Pour me résumer, il ne faut pas s'attacher exclusivement aux aspects les plus voyants de mai 68, mais voir qu'il y a eu une volonté de participation, d'activités, de réformes et que ces événements ne sont pas une rupture par rapport à ce que l'on pouvait rencontrer avant 68 chez un grand nombre d'étudiants.

Ce qui a réuni dans les thèmes de l'UNEF de mai-juin 68 et au-delà les "réformistes" et les "révolutionnaires" c'est la notion de "pouvoir étudiant" qui était suffisamment polysémique pour s'entendre comme pouvoir de participation ou pouvoir de contestation.

Cette ambiguïté ne va pas durer, après des assises à Grenoble à l'été 1968, à Marseille à la fin de l'année 1968, l'heure des précautions syndicales est passée. Les congressistes de l'UNEF décident de transformer l'UNEF en un "mouvement politique de masse" qui se donne comme but de déstabiliser le système universitaire et au-delà l'ensemble de la société capitaliste à partir d'un mouvement qui s'appuiera non pas sur tous les étudiants mais seulement sur les étudiants conscients. Ceci

repose sur le fait que l'UNEF a une nature ambiguë en 1968 comme avant et c'est le seul syndicat à n'avoir rien demandé et rien obtenu en mai 68, sauf l'abandon de la sélection qui était en projet (un projet de loi parlementaire devait être mis à l'étude au printemps 1968). Ce projet reverra le jour en février 1974 avec la réforme Fontanet qui disparaîtra en même temps que Pompidou. L'UNEF ne peut cependant pas se prévaloir de cet abandon de la sélection puisque elle devrait en partager les fruits avec Edgar Faure. Cela supposerait qu'elle accepte de faire du chemin avec la réforme de l'université qui vient après 68, ce qu'elle refuse. Ce qui m'amène à une troisième partie.

### *Révolutionnaires sans révolution et réformistes sans réforme*

A titre de comparaison internationale : une enquête par sondage a été menée en 1971 à l'échelle internationale pour essayer de savoir jusqu'à quel point il y avait une culture révolutionnaire des jeunes et des étudiants et jusqu'où allait éventuellement cette culture révolutionnaire. J'en retiens deux choses : dans les grands pays développés la moitié des étudiants contestent l'ordre établi, ce pourcentage dépassant les 2/3 dans le cas français ; l'enquête montre aussi que les étudiants français de gauche sont plus extrémistes que leurs homologues anglais et américains, en particulier en matière politique et de changement social, mais beaucoup moins en matière culturelle, ce qui amène les auteurs à considérer qu'il n'y a pas de culture révolutionnaire étudiante internationale et que le sens des expressions "gauche" ou "extrême-gauche" n'est pas le même d'un pays à l'autre.

Je signale aussi que d'après cette étude, il y a une autre différence entre la France et les pays anglo-saxons : en France les étudiantes interviewées ont les mêmes opinions que les étudiants masculins, alors que dans le monde anglo-saxon la contestation est beaucoup plus masculine.

J'en viens maintenant à ce que devient l'UNEF après 1968.

Elle refuse comme les autres mouvements d'extrême gauche toute forme de récupération, elle va même refuser de participer à la Commission Mallet – qui récapitulait les revendications étudiantes en matière de condition de vie et d'études et recommandait la liberté à tous égards dans les cités universitaires, l'allocation d'études, l'intégration des universités dans les villes – car elle y voit une tentative de "conditionnement idéologique de la part de l'État"

De la même façon, elle se désintéresse des changements au Centre national des oeuvres. En 1957 s'était établie une cogestion paritaire de fait entre les étudiants *via* leur organisation et l'administration, cette cogestion avait été supprimée en 1966, ce qui avait amené l'UNEF à s'en retirer quelques temps après. En 1970 cette parité est rétablie, de plus la parité qui n'avait jamais existé au niveau régional, est instituée. L'UNEF refuse d'y participer.

Ceci explique qu'après 1969 – année où les élections étudiantes donnent un taux de participation supérieur à 50% – toutes les années qui vont suivre vont donner un taux de participation qui se situe entre 30% et 25%.

Après un bref retour, les mouvements politiques d'extrême-gauche abandonnent rapidement l'UNEF et plus généralement le terrain universitaire – les maoïstes, les Comités d'action dominés par la JCR. Quitte ensuite la direction de l'UNEF la direction du PSU, ce qui va laisser après scission l'UNEF devenue les UNEFs en 1971 aux mains de l'UEC et de l'AJS. Les deux UNEFs vont être entre les mains des deux courants les moins présents dans le mouvement de mai 1968.

Que font les étudiants ? Dans ce système où un mouvement qui se voulait révolutionnaire fait scission, refuse les réformes, la participation, n'a pas fait la révolution, on assiste au lendemain de 1968-1969, à des mouvements d'agitation à la fois violents et éclatés (occupation de locaux universitaires, de rectorats). Ce qui inquiète : ainsi lorsqu'en 1972 Sciences Po veut célébrer son centenaire, la célébration se fait le plus loin possible de la rue Saint Guillaume, sans qu'aucun étudiant ne soit invité. Mais les mouvements violents sont dispersés, ne sont pas porteurs de thèmes larges, et dans l'après 68, l'agitation la plus sensible, la plus multiforme est celle qui apparaît dans les lycées (affaire Guiot en 1971, contestation de la loi Debré sur le service militaire en 1973). Les éléments me manquent pour mesurer ce qui se fait sur le terrain de la pédagogie, terrain sur lequel l'UNEF s'était en partie avancée avant 1968, au risque de se heurter aux universitaires, terrain qui est désormais largement balisé par la réforme et la création des unités de valeur.

L'UNEF contrôlée par l'AJS, qui va s'appeler UNEF-unité syndicale, est essentiellement un mouvement de refus, en particulier de la sélection, avec un thème central "liberté pour tous les étudiants de s'inscrire dans les UER et les universités de leur choix sans sélection, ni *numerus clausus*".

Violamment opposée à elle, l'UNEF-Renouveau, émet des revendications qui ne sont pas substantiellement différentes. Lors du 60e congrès, cinq thèmes sont annoncés : contre la sélection, pour l'amélioration des conditions de vie, pour l'amélioration de la formation, la garantie des débouchés, pour le respect et l'extension des libertés. Ces thèmes sont agitateurs, mais ne créent pas un mouvement étudiant. Ce sont des mouvements de refus, contre la sélection, contre l'assiduité obligatoire. On peut parler d'un syndicalisme non pas d'acteurs mais d'un mouvement d'usagers mécontents.

Pourquoi s'arrêter en 1975-1976 ?

Il y a des signes fragiles mais concordants, à cette date là, d'une volonté de revenir à un syndicalisme étudiant, différent de celui des années soixante comme de celui de la première moitié de la décennie 1970. L'UNEF renouveau annonce en

1976 qu'elle s'élargit, qu'elle ramène le prix de sa carte d'adhésion de 15F à 3F pour s'élargir socialement ; depuis 1975, l'UNEF Unité syndicale, décide de participer aux élections au CROUS ; la même année se crée le Comité pour une organisation syndicale des étudiants de France (COSEF) animé par des étudiants socialistes ; en 1976, la LCR va adhérer au Mouvement d'Action Syndicale. Ces signes sont fragiles car à bien des égards il s'agit de manoeuvres de mouvements politiques d'adultes. L'étude menée par Alain Touraine et son équipe sur la grève de 1976, *Lutte étudiante* (publiée en 1978), constate qu'il y a bien "lutte étudiante" mais non "mouvement social" (se situant dans l'ensemble de la société et voulant peser sur l'ensemble de la société). La mobilité sociale ascendante empêche les étudiants de se concevoir comme des travailleurs, tandis que la dévalorisation de l'université et de ses diplômés empêchent les étudiants de se concevoir comme une élite.

On assistera bien en 1980 à une tentative de réunification étudiante (l'UNEF-ID) mais l'heure d'un mouvement étudiant comme incarnation d'un groupe social porteur de revendications propres pesant sur la société est peut-être passée.

## DISCUSSION

### *G. Dreyfus-Armand*

L'exposé d'Alain Monchablon a bien mis en valeur à la fois le projet réformiste-révolutionnaire du mouvement étudiant et l'éclatement et la juxtaposition de ces deux aspects avant mai 68 et en mai 68 et montré la nature complexe et ambiguë de l'UNEF. Deux précisions :

- Le rapport Misoffe de 1967 parle peu du milieu étudiant, il l'englobe dans l'ensemble de la jeunesse.
- Une rectification à propos de l'abandon de l'UNEF par les groupes politiques d'extrême-gauche avant mai 68 : la JCR continuait à être présente dans l'UNEF (à la Sorbonne, à Nanterre).

### *Robi Morder*

Quelques questions et remarques :

- Comment dans une situation d'éclatement qui est celle de la Libération en 1945 le projet syndical peut-il gagner alors qu'en 1971, il échoue ?
- Le modèle syndical a-t-il été abandonné ailleurs ? C'est à la fois vrai et faux : on a deux modèles syndicaux, la France et l'Angleterre.
- On peut faire une comparaison entre 1968 et 1986 du point de vue du fonctionnement du mouvement étudiant : les assemblées générales d'un côté, les coordinations avec les militants des organisations politiques de l'autre. En 1968 comme 1986, de multiples commissions de réformes universitaires en présence du parti communiste. Mais d'un côté on a une crise révolutionnaire qui remet en cause

le gouvernement alors que de l'autre, le projet Devaquet est retiré avant que la crise n'éclate.

– Après 1968 il y a de très nombreuses grèves locales revendicatives : des lettres, en médecin, en IUT etc. Mais ces grèves ne font pas la "une" de la presse.

*Michelle Zancarini-Fournel*

Distorsion entre l'UNEF, qui apparaît avec la personne de son vice-président Jacques Sauvageot, comme le leader du mouvement en général et le fait que dans les universités se développent des Comités d'action qui ne sont pas proprement des structures syndicales.

*A. Monchablon*

Les comités d'action sont un moyen de contourner les directions étudiantes en place et d'avoir des structures plus décentralisées.